

# NON à l'initiative sur l'élevage

## Argumentaire du PLR.Les Libéraux-Radicaux

### 1. Initiative contre l'élevage intensif – de quoi s'agit-il ?

L'[initiative populaire fédérale « Non à l'élevage intensif en Suisse »](#) vise à définir l'élevage intensif comme contraire à la dignité animale. Les règles en matière d'hébergement, de soins, d'accès à l'extérieur et d'abattage seraient massivement restreintes si l'initiative venait à être acceptée. Et les exigences ne s'arrêtent pas là : les importations d'animaux et de produits d'origine animale seraient également concernées. Cela ne pourra être garanti qu'au prix d'un énorme travail administratif.

Cette initiative a pour objectif d'imposer à tous les éleveurs des normes qui existent déjà dans l'offre de labels privés (Bio Suisse et autres labels allant plus loin que les normes légales en matière de bien-être animal). Et ce, alors que la législation helvétique sur la protection et la dignité des animaux est l'une des plus strictes au monde. La Suisse est notamment le seul pays à limiter le nombre d'animaux par espèce et par exploitation. La Suisse s'engage donc déjà à respecter des normes élevées en matière de protection des animaux. L'initiative est disproportionnée et entraînerait des conséquences dévastatrices pour l'agriculture suisse.

Le Conseil fédéral, le Parlement et le groupe parlementaire libéral-radical ont rejeté l'initiative sur l'élevage intensif :

- Conseil national : 106 non contre 77 oui (PLR : non à l'unanimité)
- Conseil des États : 32 non contre 8 oui (PLR : non à l'unanimité)

### 2. Pourquoi dire NON à l'initiative contre l'élevage intensif ?

#### › NON à une perte de compétitivité de l'agriculture suisse

Pour le PLR, le potentiel économique, la durabilité de la production agricole et la compétitivité de notre filière agroalimentaire doivent être renforcées grâce à une politique agricole cohérente. En revanche, la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des subventions doit être réduite et la vente directe encouragée<sup>1</sup>. Or, cette initiative fait exactement le contraire. En effet, elle affaiblirait fortement la compétitivité de l'agriculture suisse, notamment car les coûts liés à l'extension des bâtiments d'élevage ne pourraient pas être supportés par les agriculteurs. Les sorties régulières peuvent également s'avérer impossibles pour certaines exploitations, par exemple au cœur des villages. Les conditions de production exigées par l'initiative sont tellement strictes que la quantité de l'offre de produits suisses et locaux diminuera drastiquement, les éleveurs ne pouvant de loin pas tous s'adapter à de telles conditions. Un effet collatéral de cette baisse de compétitivité sera une augmentation de la dépendance des agriculteurs-éleveurs vis-à-vis des subventions étatiques telles que les paiements directs pour survivre.

#### › NON à des règles hostiles aux consommateurs et à une initiative contraire aux valeurs libérales

L'initiative veut instaurer des mesures qu'il serait impossible de faire appliquer par tous les producteurs, en leur imposant le respect des normes bio dans l'élevage. Cela sera synonyme d'augmentation des coûts de production et, par conséquent, d'un renchérissement du prix à la consommation des produits d'origine animale. De plus, la liberté de choix du consommateur sera bafouée car l'assortiment sera considérablement limité et imposé. Actuellement, l'offre de produits d'origine animale labélisée excède

<sup>1</sup> Notre position sur la politique agricole : <https://www.plr.ch/positions/politique-dagriculture>

souvent la demande : si on prend les porcs d'engraissement, seuls 30% des produits avec un label de bien-être animal allant plus loin que le minimum légal sont achetés par les consommateurs<sup>2</sup>. Le diktat de l'offre voulu par l'initiative et l'attaque à la liberté de choix ne correspondent pas aux valeurs libérales du PLR. D'autant plus que les consommateurs sont déjà libres d'acheter des produits respectant les critères exigés par l'initiative, notamment via des labels comme Bio Suisse. Une telle intervention sur le marché, visant à ancrer des normes de labels privés au niveau constitutionnel, est donc totalement inutile et inappropriée.

› **NON à une initiative inutile et contre-productive**

En cas d'acceptation de l'initiative, l'offre de produits d'origine animale suisse sera réduite. Cela engendrera une augmentation des importations pour répondre à la demande. Or, d'un point de vue tant institutionnel que pratique, rien ne permettra de garantir le respect de nos nouveaux standards à l'étranger : malgré le souhait des initiants, contrôler que les produits importés respectent nos exigences est illusoire. Mais aussi, cela contrevient aux accords de libre-échange conclus par la Suisse. Les exigences de cette initiative sont contre-productives, car les standards actuels applicables en Suisse sont en comparaison internationale, déjà très élevés. Le cadre légal actuel permet déjà d'assurer la dignité et le bien-être animal. Ajouter des règles supplémentaires n'améliorera en rien la situation, mais pénalisera plutôt la production nationale. L'accent devrait être mis sur le contrôle des règles actuellement en vigueur.

### 3. En bref

Le PLR rejette l'initiative sur l'élevage intensif, car...

- › ... elle porte un coup fatal à la compétitivité de l'agriculture suisse,
- › ... elle va à l'encontre de l'intérêt des consommateurs,
- › ... elle est contre-productive et finalement inutile.

<sup>2</sup> Chiffres de l'OFAG et d'agrisuisse